Testings, espaces verts, études surveillées après la classe, dispersion des familles à problèmes, 465 000 000 euros pour favoriser la création d'entreprise dans les cités : Elisabeth Borne dévoile son plan pour prévenir les émeutes (MàJ)

28/10/2023 à 14h28



En réponse aux émeutes, Élisabeth Borne annonce "un plan d'extension des horaires d'ouverture des bibliothèques, en particulier le dimanche, dans 500 collectivités" pic.twitter.com/kGudZ1C84n

— Fdesouche.com est une revue de presse (@F_Desouche) October 28, 2023

La mixité est une chance. Elle est nécessaire

À Chanteloup, dont plus de la moitié des habitants vivent dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV), la première ministre a dégainé une mesure-choc : la consigne donnée aux préfets de ne plus attribuer de logements aux ménages les plus précaires bénéficiant du droit au logement opposable dans ces quartiers, au nom de la mixité sociale. «*Toutes les difficultés ne doivent pas être rassemblées au même endroit. La mixité est une chance. Elle est nécessaire*», a-t-elle martelé. Les ménages «Dalo», pour «droit au logement opposable», disposent d'un droit au logement reconnu par une commission et doivent être prioritaires dans l'attribution de logements sociaux.

À lire aussi*Émeutes: quatre mois après, il manque toujours une réponse présidentielle*

Près de 35.000 ont obtenu la reconnaissance de ce droit en 2022, et plus de 93.000 restent en attente d'un relogement malgré cette reconnaissance, en grande majorité en région parisienne. Les préfets devront également stopper la création de nouvelles places d'hébergement d'urgence, destinées aux personnes sans domicile, dans ces mêmes quartiers.

«Testing» relancé

Parmi les autres mesures annoncées par Matignon, un programme «Entrepreneuriat Quartiers 2030», doté de 456 millions d'euros sur quatre ans, visant à favoriser la création d'entreprises dans les QPV. Pour lutter contre les discriminations à l'embauche, au logement ou dans l'accès aux prêts bancaires, le gouvernement va également lancer «*dès 2024 des opérations de testing massives*», a annoncé la cheffe du gouvernement. Le «testing» consiste à envoyer au même employeur, bailleur ou banquier des CV ou dossiers de personnes différenciées seulement par un point pouvant faire l'objet de discrimination (couleur de peau, nom à consonance étrangère, adresse, handicap…). Pilotée par la délégation interministérielle à la

lutte contre le racisme (Dilcrah), cette politique visera «à terme 500 entreprises par an», selon Matignon.

À lire aussi*Le gain d'une baisse des discriminations à l'embauche reste difficile à évaluer*

L'éducation, priorité selon nombre d'élus pour atténuer les inégalités entre quartiers populaires et reste du territoire, bénéficie de plusieurs mesures: l'extension des cités éducatives, où la prise en charge des élèves est renforcée, et l'ouverture garantie des collèges de 8 heures à 18 heures dès la rentrée 2024. Les bibliothèques verront également leurs horaires d'ouverture étendus dans 500 quartiers, promet Matignon. Et la géographie de l'éducation prioritaire, dont les établissements bénéficient de davantage de moyens, va être progressivement réformée pour coller exactement à celle des QPV.

Pour la transition écologique des quartiers populaires, le programme «Quartiers résilients», visant à verdir la politique de la ville, concernera 24 quartiers supplémentaires, avec 250 millions d'euros fléchés en ce sens contre 100 millions auparavant. Le gouvernement veut également doubler la part du Fonds vert, doté de 2 milliards d'euros, allouée aux QPV, pour la porter à 15%, et va présenter avant la fin de l'année un projet de loi pour favoriser la rénovation des copropriétés dégradées, dont l'entretien correct n'est plus assuré à cause d'une accumulation de charges impayées.

é